



**HAL**  
open science

**Charles WEST, Reframing the Feudal Revolution  
Political and Social Transformation Between Marne and  
Moselle, c.800–c.1100, Cambridge, Cambridge  
University Press, 2013**

Tristan Martine

► **To cite this version:**

Tristan Martine. Charles WEST, Reframing the Feudal Revolution Political and Social Transformation Between Marne and Moselle, c.800–c.1100, Cambridge, Cambridge University Press, 2013. Hémécht. Revue d'histoire luxembourgeoise / Zeitschrift für Luxemburger Geschichte, 2015, Hémécht, 67, 2015, p. 217-221. 10.15463/rec.1189733193 . hal-02616520

**HAL Id: hal-02616520**

**<https://hal.science/hal-02616520>**

Submitted on 8 Dec 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Zitierhinweis

Martine, Tristan : recension de : Charles West, Reframing the feudal revolution. Political and social transformation between Marne and Moselle, c. 800-c. 1100, New York : Cambridge University Press, 2013, dans : Hémécht, 2015, 2, p. 217-221, DOI: 10.15463/rec.1189733193

First published: Hémécht, 2015, 2



copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinaus gehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

**Charles WEST, Reframing the feudal revolution: political and social transformation between Marne and Moselle, c. 800 – c. 1100, New York: Cambridge University Press, 2013, 307 p.; ISBN 9781107028869; 104,99 US-\$.**

Cet ouvrage, qui est la publication de la thèse remaniée de Charles West, répond à une question relativement simple : en quoi considérer la révolution féodale à partir d'une connaissance fine de l'époque carolingienne permet-il de réviser le débat mutationniste ? La plupart des historiens qui ont travaillé sur cette thématique ne furent pas des spécialistes du haut Moyen Âge et voyaient le X<sup>e</sup> siècle comme étant en rupture totale avec un IX<sup>e</sup> siècle dont ils avaient une image politique erronée, se figurant une société très institutionnalisée et un État carolingien très centralisé. Revenir sur la période carolingienne permettrait donc de sortir de l'impasse dans laquelle s'était enlisé le débat mutationniste ces dernières années.

Cette thèse doit-elle être vue comme une pierre jetée dans le jardin des mutationnistes ou dans celui de leurs opposants ? La réponse n'est pas évidente. Les recherches sur cet espace ne révèlent aucun chaos particulier, ni aucune généralisation d'une prétendue privatisation de l'espace public, et les évolutions que l'on peut constater se sont inscrites sur le temps long, de manière extrêmement progressive. Néanmoins, du début du IX<sup>e</sup> siècle à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, on note un changement important de la nature même du pouvoir politique, avec la mise en place d'un féodalisme, terme que l'auteur ne refuse pas d'utiliser, dans le sens d'une structure sociopolitique dans laquelle chaque juridiction est morcelée, où la souveraineté est « parcellisée »<sup>1</sup> et où les relations sociales sont extrêmement formalisées. L'originalité de cet ouvrage vient de l'identification de la cause de cette « révolution féodale », qui n'aurait pas été provoquée par l'échec des Carolingiens. À l'inverse, Ch. West voit dans ces changements l'apogée du « moment carolingien », qu'il comprend comme un système de « centralisation décentralisée, fonctionnant à travers une coalescence d'intérêts : une royauté liturgique, réifiant des revendications informelles en droits et un pouvoir en juridiction » (p. 263). Tout ceci explique le

<sup>1</sup> Expression utilisée par Perry Anderson, *Passages from feudalism to antiquity*, Londres, 1974.

titre de l'ouvrage, puisque l'auteur est un mutationniste, mais selon ses propres termes, qui ne sont en réalité pas très éloignés des positions anti-mutationnistes : il recadre et recontextualise dans le temps long la « révolution féodale » à l'aide d'une très riche documentation, ses sources allant des cartulaires aux traités théologiques, en passant par des rapports de fouilles archéologiques et allant jusqu'à l'utilisation de sources orales de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'espace géographique traité, pour l'essentiel la Champagne et la Lorraine, ne va pas de soi. Ch. West n'a pas voulu faire de l'histoire régionale, son objectif étant de répondre à un débat historiographique plus large. Il a choisi cette zone d'étude, puisqu'elle permet, selon lui, de convoquer les historiographies françaises et allemandes, très différentes, pour traiter d'un espace relativement homogène, avant que ces deux entités n'évoluent très différemment au XI<sup>e</sup> siècle. Ces divergences semblent pourtant être apparues en réalité beaucoup plus tôt et, dès le traité de partage de 843, Champagne et Lorraine (l'espace traité correspond en réalité plus ou moins à la province de Trèves) s'engagent, au moins politiquement, dans des voies assez distinctes, ce que l'on constate en s'intéressant en détail aux fortifications, aux monastères ou aux rapports des grands laïcs aux évêques, assez différents d'un espace à l'autre.

Dans une première partie, l'auteur montre le pouvoir bien réel des comtes, des évêques et des rois. Il analyse cependant les limites de ces institutions et l'absence de rigidité de la société carolingienne. L'aristocratie, aux statuts flous, aux domaines mal définis, essayait de s'imposer par la violence, et, en l'absence d'une « bureaucratie » carolingienne, elle encadrait directement les communautés paysannes. La rivalité entre les différents pouvoirs locaux générerait une balance des pouvoirs globalement stable, qui trouvait un équilibre indépendamment de toute intervention du pouvoir central. L'élan réformateur carolingien est pourtant une réalité qui a pris de nombreuses formes, aussi bien culturelles que religieuses ou politiques. Les rois carolingiens n'avaient pas les ressources fiscales dont disposaient les empereurs romains et fondèrent leur pouvoir sur d'autres bases, insistant sur des aspects liturgiques et moraux, théorisant leur usage du pouvoir et surtout clarifiant les relations sociales par l'usage massif de l'écrit comme outil de commandement. La communication, qui était un objectif à part entière pour les Carolingiens, passait par l'imposition de serments supposés créer un lien personnel entre le roi et ses sujets, par une « liturgisation » toujours plus marquée de la royauté. Cette codification administrative et institutionnelle est très visible dans les sources, mais elle doit être comprise comme le canal d'un processus sous-jacent, qui n'a pas été imposé du centre vers les seigneuries. Bien au contraire, les élites étaient intéressées par cette « liturgisation » du pouvoir, cette volonté d'ordonner le monde, de clarifier l'organisation symbolique du pouvoir à travers différents gestes et rites, puisqu'elles se voyaient offrir les moyens de « co-ordonner » symboliquement l'Empire. La différence entre ce modèle carolingien et l'idéologie de l'époque mérovingienne n'est presque pas évoquée, alors qu'il s'agirait là d'une rupture intéressante à étudier. Mais la comparaison de ces deux formes de pouvoir constituerait un autre travail à part entière.

La seconde partie est consacrée au « long dixième siècle » (c. 880 – c. 1030). Là encore, la démarche est à la fois top-down et bottom-up. L'étude porte dans un

premier temps sur le reflux de l'autorité royale, tout en le nuancant : l'empereur continue ainsi à lever l'ost de manière importante, le comte de Luxembourg allant par exemple combattre pour Conrad II à différentes reprises dans les années 1030. Pour l'auteur, cette faiblesse royale ne marque absolument pas une discontinuité avec la période précédente. Si la royauté carolingienne a décliné, c'est parce que les élites n'ont rien fait pour l'empêcher et ont même agi en ce sens. Il ne faudrait pas chercher dans des crises externes (raids vikings ou changements climatiques), des faiblesses internes ou dans la malchance individuelle de tel ou tel roi la cause de la transformation du monde carolingien, mais plutôt dans l'évolution du contexte social à l'échelon local, les aristocrates n'éprouvant désormais plus le besoin d'obtenir le soutien d'une cour qui n'avait plus rien d'essentiel à offrir. Cet affaiblissement royal ne serait donc pas une cause mais au contraire une conséquence de l'émergence de seigneurs locaux forts, jugeant secondaire le fait d'être soutenus par l'autorité royale pour dominer localement. On observe alors différents changements significatifs, comme une précision progressive des relations entre les seigneurs et ceux qui cultivent leurs terres, avec une distinction du pouvoir foncier et de celui de justice sur les hommes, ou encore avec la transformation des comtés et des centres comtaux. Il faudrait peut-être nuancer ce dernier point, car la documentation du X<sup>e</sup> siècle ne révèle pas de manière indubitable que les centres des nouveaux comtés aient été les lieux de résidence des comtes.

Ch. West parle alors d'un « appauvrissement symbolique » à partir des années 900/910, dans le sens où les symboles et les différents signes utilisés perdirent toute polyvalence. Cette clarification politique, cette normalisation des relations sociales aboutit à une société plus lisible, sans ambiguïté, et cela dans de nombreux domaines, de la pratique de la pénitence jusqu'à la définition de la nature du pouvoir des comtes. L'apparition du terme *comitatus* dans les chartes est un révélateur de ce phénomène et montre un pouvoir comtal qui se définit désormais lui-même selon ses propres termes. De même, on abandonne les anciens formulaires carolingiens qui avaient pour objectif de maintenir et d'amplifier la domination sociale, notamment sur les paysans. Les relations sociales ayant évolué dans le sens souhaité par cet esprit carolingien, les chartes peuvent désormais décrire de manière plus simple, à l'aide d'un vocabulaire nouveau, ce qui constitue maintenant une réalité.

Enfin, la dernière partie concerne les années 1030-1130, qui voient l'émergence de la seigneurie « banale ». Cette dernière ne représente pas une usurpation des droits royaux et ne constitue en rien une rupture brutale avec la période carolingienne. On formalise, on précise et on conceptualise en réalité ce qui existait déjà de manière informelle. On aboutit ainsi, concernant le pouvoir sur la terre et sur les hommes, à des statuts définis, mais également négociables et, de fait, négociés. Le *bannum*, terme qui apparaît en 1038 pour notre espace et se répand dans les années 1060, n'est donc qu'un pouvoir social « pétrifié », rendu manifeste, qui, de facto, existait déjà. L'auteur revient ensuite sur la multiplication des châteaux au XI<sup>e</sup> siècle, en montrant bien les implications sociales et politiques de ce phénomène, mais en sous-estimant peut-être les évolutions architecturales et les différences entre ces fortifications et celles de l'époque carolingienne. Il consacre enfin une étude approfondie aux concepts de fief et d'hommage, symboles de la formalisation et de la rigidification des relations sociales, en montrant par exemple comment, selon Balderic, dans ses *Gesta*

*Alberonis*, le comte Henri de Luxembourg aurait, au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, abandonné l'idée d'attaquer par surprise l'archevêque de Trèves, car il n'avait pas formellement renoncé à son lien de subordination envers lui. Sur cette question, Ch. West dresse un tableau historiographique assez large et critique notamment les méthodes et les résultats de l'ouvrage de S. Reynolds, *Fiefs and vassals: the medieval evidence reinterpreted*. Sur cet aspect, comme sur d'autres, on pourra cependant s'étonner de la très faible utilisation de l'historiographie luxembourgeoise. Certes, les différentes Journées lotharingiennes sont bien convoquées, mais les travaux de J. Schroeder ou de M. Margue sont quasiment absents alors que ces historiens ont apporté une contribution majeure à l'étude de ces problématiques.

Tout au long du XI<sup>e</sup> siècle, Ch. West constate la différenciation progressive de la Lorraine et de la Champagne. Alors que les comtes de Champagne ont réussi à progressivement dominer clairement toute l'aristocratie champenoise, le duc de Haute-Lotharingie n'est pas arrivé à s'imposer aux comtes de Luxembourg ou de Bar. Les différences entre ces deux régions s'expliqueraient en partie par le poids de l'avouerie, rôle plus clairement défini en Lotharingie. Dans cet espace, l'avouerie aurait permis de renforcer les seigneuries, alors que l'on constate en Champagne une plus grande fragmentation spatiale, car la cour royale et les grands domaines ecclésiastiques coordonnèrent moins le phénomène d'émergence de droits nouveaux qu'en Lotharingie. Ainsi, le Luxembourg s'est en grande partie construit sur les ressources de Saint-Maximin de Trèves et d'Echternach, dont les comtes de Luxembourg furent avoués. Ce développement lotharingien de l'avouerie s'expliquerait également par un plus grand conservatisme, puisque ce phénomène aurait été encouragé par une royauté germanique forte et globalement stable, alors qu'en Champagne, où le roi et les évêques étaient moins forts, le phénomène de l'avouerie fut très secondaire. Concernant ce thème de l'avouerie, il faudrait peut-être déconstruire encore davantage le discours de dénonciation d'avoués prédateurs que l'on trouve dans les chartes du XI<sup>e</sup> et qui fut repris par la suite par les historiens qui n'ont vu dans l'avouerie, souvent de façon anachronique, qu'une manière de fonder des principautés territoriales<sup>2</sup> indépendantes du pouvoir central.

D'un point de vue formel, quelques remarques peuvent être formulées. Les titres abrégés de plusieurs articles sont cités en note de bas de page sans que les références complètes ne se trouvent dans la bibliographie finale. On pourra également émettre quelques réserves concernant les tableaux généalogiques proposés en début de volume. Ainsi, celui de la famille des Matfrid présente des problèmes de sémiologie graphique. Des années 940 aux années 1010, on perd toute trace certaine de la famille, et il faudrait utiliser des pointillés pour relier Adalbert, comte de Metz et mari de Liutgarde, à Adalbert, comte de Metz et mari de Judith, trois quarts de siècle plus tard, puisque les chaînons reliant ces deux individus sont extrêmement hypothétiques. Plus globalement, les annexes sont très limitées (une carte et trois arbres généalogiques), mais il faut bien sûr prendre en compte les contraintes éditoriales qui ont peut-être empêché l'auteur de reproduire ici les documents qui devaient illustrer utilement sa thèse.

<sup>2</sup> La notion de « principauté », utilisée à de très nombreuses reprises dans cet ouvrage, peut d'ailleurs poser elle-même problème pour désigner les seigneuries lotharingiennes du XI<sup>e</sup> siècle.

Enfin, si cet ouvrage est extrêmement stimulant d'un point de vue intellectuel, il donne à plusieurs reprises l'impression de rester dans le registre du débat d'idées sans confronter cette théorie à des exemples concrets. Certains dossiers sont bien creusés, comme celui de deux chartes rédigées par le comte Regimbald à Destry en 957 (même s'il semblerait qu'il faille plutôt les dater de 958), mais on reste par moments à un niveau d'abstraction qui laisse le lecteur sur sa faim. On regrettera ainsi pour le public luxembourgeois qu'il soit globalement peu question de cet espace qui est pourtant un très bon laboratoire pour l'étude des changements à l'œuvre dans cette période, et que l'exemple du comte Sigefroid ne soit pas davantage développé alors qu'il s'agit d'un exemple archétypal de la genèse des principautés territoriales. Cependant, le ton de ce très bel ouvrage reste toujours très pondéré et l'auteur prend de nombreuses précautions, évitant toute affirmation péremptoire et n'hésitant pas à souligner les lacunes de ses sources quand cela est nécessaire. L'objectif premier était d'intégrer pleinement les connaissances historiques et les débats historiographiques sur le IX<sup>e</sup> siècle dans le débat mutationniste. En ce sens, cet objectif est pleinement atteint et Ch. West apporte ainsi de l'eau à un moulin que l'on croyait tari.

**Tristan Martine (Marne-la-Vallée)**

**Martin NEJEDLÝ, *Středověký mýtus o Meluzíně a rodová pověst Lucemburků*, Prague : Scriptorium, 2014<sup>2</sup>, 531 p. ; ISBN: 978-80-87271-97-1 ; 16 €.**

Consacré au mythe de Mélusine et à la légende généalogique des Luxembourg, ce livre est la deuxième édition de l'ouvrage éponyme publié en 2007, récompensé la même année par le prix littéraire Josef Hlávka dans la catégorie 'sciences humaines'. Résultat d'un travail d'habilitation présenté à l'université Charles de Prague, il rencontra un important succès également en dehors de la sphère plus réduite des médiévistes du fait de ses qualités littéraires incontestables.

Ancien élève de Jacques Le Goff à l'EHESS, Martin Nejedlý a rédigé une thèse sur l'imaginaire politique de Froissart (*La représentation des pouvoirs et des hiérarchies dans les chroniques de Jean Froissart*, Villeneuve d'Ascq, 1999). Promoteur de l'école des Annales en République tchèque, il s'intéresse à l'approche anthropologique et s'emploie à traiter les textes littéraires, spécialement ceux écrits en moyen français, comme des sources historiques à part entière. C'est ce parcours qui l'a amené à travailler sur la matière mélusinienne.

D'une grande richesse, cet ouvrage est remarquable par le nombre des sources convoquées et des illustrations insérées, certaines en couleur, pour appuyer la démonstration. Dépassant les difficultés posées par l'abondance d'une bibliographie provenant d'horizons très divers, tant sur le plan géographique que disciplinaire, Martin Nejedlý nous livre ici une somme exhaustive. Non content de se limiter aux deux grands textes qui avaient fait connaître la légende, le roman de Jean d'Arras (1393) et sa mise en octosyllabes par Coudrette, quelques années plus tard, Martin Nejedlý prend en compte leurs prédécesseurs, remontant jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle. Désireux de distinguer les variantes de la tradition, il s'emploie en outre à identifier les sources ayant inspiré les différents textes produits. Mais c'est surtout l'analyse de la réception du mythe en Bohême, aspect plus méconnu, qui constitue l'acmé